**CHAPITRE 4 LE MIRAGE PANARABE 1947 1980**

À partir des années 1950 les pays du moyen orient accèdent progressivement à la pleine indépendance. Mais la guerre froide les somme de choisir leur camp. Il n'est donc pas étonnant de voir un certain nombre d'entre eux comme l'Égypte de Nasser militer pour l'émancipation d'un tiers monde. Mais l'échec du rêve PANARABE d'abolition des frontières n'est pan seulement du au contexte international. Il illustre surtout l'écart abyssal entre les discours et les actes.

**I) LA PARTITION DE LA PALESTINE ET SES CONSÉQUENCES**

Le succès sioniste matérialise par la création d'Israël en 1948 à des répercussions dans l'ensemble du monde arabe.

**Le désengagement britannique**

Grâce à l'appui de Ben Gourion qui a appelé les sionistes à soutenir les britanniques faisaient comme si le livre blanc de 1939 n'existait pas les autorités mandataires  parviennent en 1942 à mettre fin aux actions terroristes Anti britanniques. Mais les violences reprennent en 1944 dès lors qu'il apparaît que l'Allemagne va perdre la guerre et qu'est progressivement rebelle l'entreprise d'extermination du peuple juif. Dans ce contexte les restrictions de l'immigration pour les rescapés du génocide suscitent dans le camp sioniste de l'indignation qui croit. Cette situation favorise la réconciliation des branches militaire du Yishouv. Le lehi mais aussi l'Irgoun reprennent l'offensive des 1944 rejoints par la plus modérée Haganah en 1945. En 1946 un attenta frappe l'hôtel King David de Jérusalem quartier général du mandataire britannique.

En septembre 1947 Londres annonce son intention de mettre un terme à son mandat au plus tard en mai 1948. A charge de l'ONU d'apporter une solution au problème que n'a pas réussi à régler le royaume en 20 ans de mandat. Elle s'appuie sur une commission spéciale (UNSCOP) qui enquête sur le modèle de la commission King Crâne. Les onze pays membre de la commission sont unanimes concernant la fin du mandat mais seul trois (Inde  Iran et Yougoslavie) sont favorables un état fédéral binational. Les 8 autres proposent la constitution de trois états : un pour les juifs un pour les arabes et un gère à l'internationale pour Jérusalem. **Le 29 novembre 1947** l'ONU vote la création d'un état arabe sur 45% du Territoire palestinien et d'un état juif sur les 55% restants.

**La guerre civile (novembre 1947- mai 1948)**

À l'exception de l'aile révisionniste le camp sioniste accueille favorablement cette décision de l'ONU. Mais celui est largement désapprouve par les palestiniens et les arabes de la région.

Très vite la Palestine retombe dans la guerre civile. Côté arabe on compte surtout sur le soutien des voisins. Le roi Abdallah de Transjordanie est satisfait du partage espérant intégrer le futur état arabe à son royaume. Les autres états arabes fraîchement indépendants ne semblent pas prêts à risquer leur avenir dans l'affaire même s'ils ont vote contre le projet. Ils se contentent donc de mobiliser dès volontaire dans un premier temps. Mais cette solidarité de façade cache mal les dissensions entre ces états. Les groupes terroristes juifs espèrent faire fuir les arabes du futur état juif. Une centaine de civils sont tues a Deir Yassine le 9 avril 1948. De nombreux palestiniens trouvent refuge en Cisjordanie où dans les pays voisins. Leur nombre s'élève à 300 000.

**La guerre israélo arabe mai-juillet 1948**

Le 14 mai les britanniques mettent officiellement un terme z leur présence en Palestine tandis que les sionistes par la voix de Ben Gourion proclament la naissance de l'état d'Israël. Mais les voisins arabes ne l entendent pas de cette oreille. Des le 15 les troupes syriennes égyptiennes libanaises irakiennes et cisjordaniennes passent à l'offensive. Ce sont des armées faibles et mal équipées comparées à Tsahal. Les israéliens procèdent à des CONQUETES : le Neguev et Jérusalem Ouest passent sous leur contrôle. Israël occupe alors 78% du territoire de Palestine mandataire. L'Égypte prend le contrôle de la bande de gaza sous la direction du mufti de Jérusalem. Elle cherche à s'opposer à son rival transjordanien qui a annexé Jérusalem est et la Cisjordanie. La Transjordanie à cheval sur les deux rives du Jourdain devient la Jordanie et offre sa nationalité aux palestiniens qui y vivent en 1950. Tous les territoires palestiniens sont soit égyptiens soit israéliens soit jordaniens.

**Voir carte page 303**

La sédentarisation du peuple juif provoque la disparaître de la population palestinienne. 700 000 réfugiés se retrouvent coincés à Gaza , en Cisjordanie et dans les états voisins. La situation des réfugiés différé selon les pays. Au Liban on n'accorde pas la nationalité par crainte de l'effondrement u pacte national de 1943. Israël refuse le retour des réfugiés prétextant qu'il n'existe pas de peuple palestinien et que ces derniers sont voués à devenir jordaniens libanais égyptiens...

Le cessez le feu n'est pas une paix et les états arabes refusent les nouvelles frontières.

**L'heure de comptes**

La défaite arabe ne manque pas d'avoir des conséquences à l'intérieur des états vaincus. Leurs dirigeants sont rendus responsables. S'ouvre alors une période d'instabilité dans la région cest toute une génération de dirigeants dont les relations avec l'Europe apparaissent ambiguës qui sont évincés. Outre les militaires ce sont les groupes et partis radicaux (communistes ou islamistes) qui ont le vent en poupe. En décembre 1948, suite q l'assassinats du chef de la police, le premier ministre égyptien Al Nuqrashi ordonne par décret la dissolution des frères musulmans. Il est assassins quelques jours plus tard par une militante de la confrérie. Hassan al Banna est lui même assassine. S'en suit une vague dassasisnats politiques en Syrie, au Liban ou encore en Jordanie avec l assassinat du  roi Abdallah

Les juifs mizrahim sont victimes de pogrom du Maroc au Yémen en passant par la Libye. Le monde arabe se vide de ses anciennes communautés juives. Pour la plupart elle trouvent refuge en Israël. Mais ces juifs ne sont pas bien accueillis en Israël notamment par les ashkénazes qui dénigrent l'Arabite de ces juifs. si la nationalité leur est  accordée sans problème, l'accès aux emplois et encore plus aux postes décisionnels s'avère plus compliqué.

**II) LA DECENNIE 1960 : LE REVEIL ARABE**

Avec la création de l'état Israël l'union arabe devient encore plus criante et pour la première fois commençe à prendre forme. Nasser dénonce Israël comme une citadelle de l'impérialisme et l'Égypte comme la citadelle de la lutte arabe libre. Mais le moyen orient reste clive car les deux puissances non arabes la truque et l'Iran reconnaissent le droit a l'existence de l'état d'Israël qui nouent des la fin des années 1940 des relations diplomatiques. À une échelle plus large Tel Haviv Ankara et Téhéran deviennent les principaux relais de Washington et l'URSS peut s'appuyer sur la sympathie du monde arabe.

**De là catastrophe (nakba) à la résurrection (Baas)**

La nakba désigné la catastrophe des réfugiés palestiniens. Un historien syrien Constantin zureiq publie des 1948 la signification de la catastrophe. Il lui attribue la cause à la division du monde arabe. Il engage les arabes à se livrer à une auto critique pour prendre la mesure de leur responsabilité. Al Housri l'un des principaux conseillers de Faycal en Syrie puis en Irak imagine un état PANARABE qui s'étendrait sur le moyen orient mais aussi en Afrique du nord. Pour lui un arabe est une personne qui parle la langue et qui peut se prévaloir d'ancêtres de la péninsule arabique. Il insiste donc sur un socle culturel. Il repend le terme d'umma. Les théoriciens du panarabisme en l'éteint de côté les aspects confessionnels pensent avoir trouve la solution. Le parti Baas est fondé par deux syriens dont l'un Michel Aflak est chrétien orthodoxe et l'autre Salah al din Bitar est sunnite. Ils se sont rencontres à Paris à l'université Sorbonne. Il a pour ambition d'unir la nation arabe de l'Atlantique au golfe. Il affirme son caractère laïc ce qui le différencie des premiers mouvements arabes. Il symbolise alors le divorce qui est en train de se produire entre le nationalisme arabe et l’islamisme. Le Baas fusionne avec le parti socialiste arabe et devient le Parti Baas socialiste arabe et affiche clairement un programme progressiste sur le plan économique et social. A vocation panarabe il crée des sections en Transjordanie, au Liban et en Irak. Il est en revanche absent en Egypte où Nasser a mis en place un régime de parti unique.

***Un pharaon nommé Nasser***

C’est au lendemain de la défaite palestinienne que Nasser entreprend de regrouper un cercle d’officiers libres autour de lui. Ils ont tous en commun de vouloir renverser la monarchie et de bouter hors d’Egypte les britanniques. Le général Naguib est porté au pouvoir par lz coup d’état dans la nuit du 22 au 23 juillet 1952. Le roi Karfou doit démissionner au profit de son fils mineur qui ne régnera jamais. La monarchie est aboli en 1953. Le colonel Nasser met sur pied un conseil de commandement de la révolution qui vient parasiter l’action de Naguib. Fort d’un soutien populaire Nasser instaure un régime de parti unique et finit par écarter Naguib est les frères musulmans. Il doit alors faire face à d’immenses défis dont le principal est le développement agricole du pays

C’est un souci d’irrigation des terres qu’est pensé le projet de barrage sur le Nil à Assouan. Le 26 juillet 1956, Nasser lance un ultimatum aux occidentaux : si ils ne financent pas une partie de ce barrage, il nationalisera le canal de Suez. Cette menace vaut Nasser le surnom d’Hitler du Nil. Sans attendre la réponse des occidentaux, Nasser lance des hommes à l’assaut de la compagnie du canal de Suez. Israéliens, Français et Britanniques décident de riposter pour reprendre le contrôle du canal et destituer Nasser. Cependant, l’opération tourne au fiasco. L’URSS condamne l’agression et les Etats Unis sont mécontents de n’avoir pas été informés. Londres et Paris doivent donc se résigner à retirer leurs troupes. Nasser remporte alors une victoire politique éclatante. Sa popularité dans le monde arabe atteint des sommets, entretenue par une intense propagande radiophonique via la radio « La voix des arabes » lancée par Nasser. Dans le même temps, Israël est de plus en plus mal perçu. Quant à la France et le Royaume ils perdent le peu de crédit qui leur restait laissant le champ libre aux Etats unis. Sur le modèle soviétique, Nasser établit un plan quinquennal visant à mettre en œuvre une économie autocentrée c’est-à-dire quasi autarcique. Il s’agit de mettre un terme à la dépendance de l’Occident. Cela passe par le développement de l’industrie lourde. L’Etta égyptien devient donc le grand ordonnateur de l’économie nationale. Les prix sont étroitement surveillés par le gouvernement.

Exemple : les grandes réformes agraires au Proche Orient

Le XIXème siècle a vu les terres agricoles du Proche orient arabe longtemps majoritairement propriété de l’Etat passer dans les mains de propriétaires privés. Ce processus a été entamé à l’époque des Tanzimat, politique poursuivie par les différents mandataires. En Egypte, 0.4% des propriétaires possédaient 35% des surfaces à cultiver. Les pays du proche orient entament alors des réformes dans les années 1950 pour mettre fin à ce système inégalitaire. C’est notamment le cas des pays à coloration socialiste comme l’Egypte, la Syrie et l’Irak. La terre est confisquée aux propriétaires et redistribuée. En Syrie et en Jordanie, nombre de bédouins sont bénéficiaires de ces redistribution, moyen de les sédentariser pour les autorités. Mais l’offre de terres à redistribuer s’est vite avérée insuffisante pour satisfaire les populations.

***La république arabe unie***

L’instabilité gouvernementale en Syrie favorise la montée en puissance de l’armée et des officiers baassistes. C’est sous leur impulsion que le projet panarabe commence à prendre corps lorsqu’ils proposent à Nasser en janvier 1958 de mettre en place une union entre les deux Etats. Nait ainsi le 1er février 1958 La République Arabe Unie (RAU) dont le nom volontairement large laisse la porte ouverte à d’autres intégrations. Ce nouvel Etat centralisé se retrouve sous la coupe de Nasser. Le baas doit alors s’auto dissoudre alors même qu’il était le fer de lance du projet. Le nouvel état est séparé par l’ennemi israélien ce qui ne facilite pas son administration et le sentiment national. Mais une continuité territoriale pourrait naitre si la Jordanie venait intégrer la RAU. Le roi Hussein de Jordanie prend l’initiative dès février 1958 de lancer une contre politique panarabe en créant sa propre Fédération arabe réunissant els deux royaumes hachémites de Jordanie et d’Irak. Mais dès l’été 1958 un groupe d’officiers irakiens renverse Fayçal II. A la surprise générale, le général Kassem à la tête de l’Irak proclame l’avènement d’une république qui n’entend pas se soumettre à Nasser. Craignant une contagion en Jordanie, Hussein fait appel aux britanniques Pendant ce temps, le Liban tombe dans une brève guerre civile opposant les partisans du chef de l’Etat Camille Chamoun et ceux revendiquant une adhésion à la RAU. Des troupes américaines débarquent à Beyrouth ; ces interventions occidentales sonnent le glas des rêves d’expansion de la RAU.

***L’échec du panarabisme***

 La RAU éclate vite d’elle-même du fait du dirigisme de Nasser qui entend supprimer toute voix dissidente ce qui n’est pas sans insupporter jusqu’à ses alliés soviétiques. L’intégration de la Syrie à la RAU est mal vécue par nombre de Syriens. Nasser a placé des égyptiens aux postes clés, marginalisant les élites syriennes. Dès 1959, les baassistes syriens démissionnent de leurs postes gouvernementaux. **Le 28 septembre 1961**, des militaires égyptiens prennent le contrôle des principaux lieux de pouvoir damascènes, expulsent les fonctionnaires égyptiens en poste et rétablissent la souveraineté de la Syrie.

L’Egypte conserve le nom de RAU jusqu’en 1971. Le panarabisme a montré ses limites.

**Exemple : Le Koweït dans le tourbillon de la guerre froide arabe**

Passé sous protectorat britannique en 1899 le Koweït apparaît comme une province perdue dont on estime l’émancipation permise par une puissance impérialiste n’a aucune légitimé. Dès son accession à l’indépendance en 1933, l’Irak réclame le rattachement de son petit voisin. Nasser s’oppose à l’annexion du Koweït par l’Irak.

**III) LA FISSURATION DU BLOC ARABE FACE A ISRAËL**

L’irrésolution de la question palestinienne agit comme un puissant catalyseur du panarabisme pourtant affaibli.

***La guerre des six jours***

Les relations entre Israël et ses voisins arabes, en particulier l’Egypte nassérienne n’ont cessé de se dégrader depuis les épisodes de 1948 et 1956. Les tensions atteignent un nouveau seuil critique en 1967 lorsque face à la provocation de Damas menaçant de détourner les eaux du Jourdain à son profit, les avions israéliens abat des appareils syriens avec un appui logistique français. Nasser y voit l’occasion d’enfin prendre le dessus sur l’ennemi israélien et redorer le blason égyptien dans le monde arabe, éprouvé par l’échec de la RAU. Son plan consiste à attaquer Israël avec des appuis syriens et jordaniens par le nord, l’est et le sud. Cependant, un obstacle se dresse : depuis 1956, des casques bleus sont présents dans le désert du Sinaï pour prévenir des affrontements entre l’Egypte et Israël. Nasser demande donc le départ des troupes de l’ONU. Il organise alors le blocus maritime du port d’Eilat, le seul dont dispose Israël sur la mer rouge  depuis le détroit de Tiran. C’est une véritable déclaration de guerre pour Israël qui ne tarde pas à réagir d’autant que l’Irak et la Jordanie signent un pacte de défense avec l’Egypte. Le choix est donc fait en Israël d’une action très offensive. Le 5 juin 1967, l’aviation israélienne détruit une large partie de l’aviation égyptienne dans le désert du Sinaï. Ils font de même sur les aviations jordanienne et syrienne. Les arabes deviennent alors des proies faciles pour l’infanterie israélienne. Tsahal s’empare du désert du Sinai et de la Bande de Gaza (Egypte) de Jérusalem Est et de la Cisjordanie (Jordanie) et du plateau du Golan (Syrie). Ce dernier est particulièrement stratégique car abritant un château d’eau. La prise de Jérusalem Est a une portée avant tout symbolique. Une politique volontariste de peuplement y est organisée pour rendre irréversible l’annexion. Israël doit alors gérer des centaines de milliers de palestiniens dans la bande Gaza et la Cisjordanie, rôle dévolu à l’Egypte et à la Jordanie avant les conquêtes.

Nasser annonce le 9 juin 1967 son intention de démissionner. Il y renonce devant un soutien massif des égyptiens. Les Etats Unis se rapprochent d’Israël, tandis que la France Gaulienne opère un rapprochement avec les arabes. L’Arabie Saoudite et l’Egypte par les accords de Khartoum décident de mettre de côté leurs différends au profit d’une lutte commune contre Israël.

Suite à la guerre des 6 jours, le conseil de sécurité de l’ONU adopte à l’unanimité la résolution 242 qui fixe le principe dit de « la paix contre la terre ». l’ONU appelle Israël a évacuer les territoires occupés. En contre partie, elle appelle les Etats arabes à reconnaître la « souveraineté et l’intégrité territoriale » d’Israël. Mais une subtilité linguistique apparaît et permet aux deux camps d’interpréter le texte à leur façon. En effet, alors que la version française du texte parle d’un « retrait des forces armées israéliennes des territoires conquis », la version anglaise évoque un retrait « from territories » qui peut aussi bien être traduit par « des territoires » ou « de territoires ». Dans ce dernier cas, certains territoires occupés en 1967 ne seraient donc pas concernés par cette demande.

***L’émergence du mouvement national palestinien***

Face à l’incapacité des Etats arabes de triompher certains militants palestiniens commencent dès la fin des années 1950 à développer leurs propres structures d’abord politiques puis armées afin de mener eux-mêmes le combat contre Israël. Mais jusqu’à la défaite de 1967, ces mouvements sont étroitement contrôlés par les Etats Arabes. Le *Fatah*  créé en 1959 par Yasser Arafat inspire donc de la méfiance. Nasser sollicite donc la création d’ OLP (Organisation de Libération de la Palestine) en 1964. Son objectif est de temporiser la résistance palestinienne. La situation change en 1967. Arafat est porté à la tête de l’OLP. Le leader palestinien doit composer avec la concurrence du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) Alors que le Fatah accroît des activités de guerilla, le FPLP a recours au terrorisme. Les avions de la compagnie aérienne Israélienne El Al deviennent les cibles favorites des pirates de l’air du FPLP. L’OLP s’impose progressivement comme un quasi Etat Palestinien avec son gouvernement et son parlement. Elle développe des services publics pour les palestiniens. En 1973, la LEA en fait le « seul représentant du peuple palestinien » et Arafat est invité à s’exprimer à la tribune de l’ONU en 1974. La même année, l’OLP devient un membre observateur de l’ONU et la France lui accorde le droit d’ouvrir une représenattion diplomatique à Paris.

***La guerre du Kippour***

Lorsque Nasser meurt en 1970 son aura est largement écornée dans son pays comme dans l’ensemble du monde arabe. La succession n’en demeure pas moins difficile pour Anouar El Sadate qui accède alors à la présidence. La guerre contre Israël lui apparaît alors comme le meilleur moyen d’asseoir son autorité et pou éviter que l’annexion du Sinaï apparaisse comme légitime à force de durer. La Syrie s’impatiente de récupérer le Golan perdu en 1967. Le 6 octobre 1973, jour de la fête de Kippour est choisi pour attaquer (la presse et la radio arrêtant d’emmètre) Israël, le jour venue, doit faire face à un double assaut : les égyptiens avancent dans le Sinaï tandis que les syriens pénètrent dans le Golan. Dotés de nouvelles armes notamment soviétiques, les forces arabes parviennent à détruire de nombreux avions et chars israéliens. L’Arabie Saoudite, sentant la victoire arabe se profiler, l’Irak et la Jordanie se décident à prendre part au conflit en envoyant des troupes de soutien à l’armée égyptienne. Les pays de l’Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) décrètent le 16 octobre une hausse des prix du pétrole suivie d’une baisse des quantités produites. Les pays alliés d’Israël, notamment les Etats Unis sont placés sous embargo pétrolier. Il est tout de même hors de question pour Washington d’abandonner son allié dans un contexte de guerre froide et donc de soutien de l’URSS aux forces arabes. Les Etats Unis mettent en place un pont aérien pour réapprovisionner Tsahal. Les deux grands œuvrent pour apaiser la situation et un cessez le feu sous l’égide de l’ONU est signé le 22 octobre. Les égyptiens se voient garantir le contrôle du canal donc ils avaient perdu la rive orientale en 1967. Le 18 mars, l’ L’OPAEP lève son embargo.

***Les accords de Camp David***

C’est le président Sadate qui prend l’initiative de briser le tabou des « trois non » issu de la conférence de Khartoum : pas de reconnaissance, pas de négociation et pas de paix avec Israël.

Le 20 novembre 1977, il prononce un mémorable discours devant la Knesset . En échange de la restitution des territoires conquis en 1967 et la création d’un Etat palestinien à Gaza et en Cisjordanie, il s’engage à reconnaître le droit à l’existence d’Israël et de convaincre ses voisins d’en faire de même. Pourtant, cexu ci désapprouvent fermement son initiative. Les négociations entre l’Egypte et Israël se tiennent finalement à Camp David en septembre 1978 et l’accord final est conclu **e 26 mars 1979.** Begin et Sadate se serrent la main dans les jardins de la maison blanche sous les yeux du président Carter. Israël restitue le Sinaï et l’Egypte s’engage à retirer ses troupes de Cisjordanie et de Gaza où des élections pourront permettre de mettre en place un exécutif palestinien. Mais la création d’un Etat Palestinien n’est pas mentionnée.

L’Egypte est exclue de la LEA en représailles. La décision de l’Egypte est un coup très dur pour le monde arabe. Une nouvelle guerre paraît illusoire. Le conflit est donc condamné à demeurer un affrontement entre Israéliens et palestiniens. Un combat déséquilibré, qui pousse Arafat à songer à des négociations.

**IV) LA DECENNIE 1970 : LE MOYEN ORIENT EN ORDRE DISPERSE**

Les années 1970 sont celles de l’éclatement progressif du Moyen Orient dans la mesure où le projet panarabe apparaît de plus en plus illusoire.

***En Syrie et en Irak : le tournant autoritaire du nationalisme arabe***

Dans les années 70, la Syrie et l’Irak s’enfoncent peu à peu dans la dictature en calquant le modèle nassérien au moment où ce dernier commence à être remis en cause. **On voit émerger de nouvelles élites dirigeantes évinçant les élites de l’époque mandataire.** Celles-ci étaient marquées par la prédominance de civils issus des classes supérieures citadines et éduquées légalistes et parlementaristes. Au contraire, la nouvelle génération incarnée par les deux hommes forts que sont Hafez el Assad et Saddam Hussein est composée pour l’essentiel de militaires issus des couches populaires et rurales

**En Irak,**  c’est d’abord le général Kassem (1914-1963) qui rêve de rééditer la geste nassérienne. Il assoit sa domination sur le pays après avoir renversé la monarchie en 1958 soutenu par les communistes et baasistes. Si Nasser est un modèle à imiter, il ne s’agit en aucun cas de se soumettre à lui au sein de la RAU. Kassem reste au pouvoir jusque 1963, renversé et exécuté par son ancien allié Abdel Salam Aref qui instaure un régime de parti unique. Décédé dans un accident il est remplacé par son frère Abdel Rahman. Ce dernier est renversé par un coup d’état organisé par le baasiste Ahmad Hassan al Bakr qui exerce la présidence de 1968 à 1979. C’est sous son mandat que Saddam Hussein prend de l’importance et pose les bases d’un pouvoir personnel qui durera jusque 2003.

**La Syrie**  connaît dans le même temps une série de coups d’état aboutissant à la dictature d’un homme fort. A partir de 1970, l’homme fort du néo baas syrien est Hafez el Assad issu de la minorité alaouite. Progressivement, il place à la tête des armées des alaouites tout comme dans les postes les plus hauts placés de l’administration.

En Irak comme en Syrie, le parti Baas qui promouvait l’union de tous les arabes et une laïcisation a attiré à lui de nombreux militants des minorités chrétiennes et musulmanes qui y voient l’instrument de leur émancipation. Grâce à l’alibi baasiste, **Saddam Husseim, sunnite dirige un état chiite et Assad alaouite règne sur une Syrie sunnite.**  Ils répriment tous deux toute forme d’islamisme qui pourrait remettre en cause leur légitimité

***En Egypte : L’infitah***

La geste nassérienne est remise en cause en Egypte par Anouar El Sadate. Arrivé au pouvoir en 1970 il prend ses distances avec le modèle nassérien. Il engage à l’image de Khrouchtchev en URSS une « dénassérisation » du pays. En **Septembre 1971,** l’Egypte qui a conservé le nom de RAU devient la république arabe d’Egypte. Le multipartisme est réinstauré en 1976 même s’il est étroitement contrôlé. Les Frères musulmans réprimés par Nasser sont désormais autorisés et nombre de leurs cadres sont libérés des geôles où ils croupissaient depuis les années 1960 quand ils avaient la chance d’échapper à la potence. Sadate fait inscrire le respect de la Charia dans la constitution. Il compte en effet sur les islamistes pour museler la gauche communisante considérée comme une plus grande menace.

Il faut dire que sa politique d’Infitah (ouverture) n’est pas pour plaire à la gauche qui peuple encore les bancs des universités cairotes. Pour relancer une économie égyptienne agonisante, Sadate prône plus de libéralisme et de propriété privée. Il compte prendre le parti des Etats Unis qu’il voit prendre le dessus sur l’adversaire soviétique. Il est assassiné par des islamistes en 1981.

***La Jordanie et le Liban déstabilisés par le fardeau des réfugiés palestiniens.***

Pour les deux pays, le choc migratoire provoquée par l’arrivée de réfugiés palestiniens en 1948 constitue une épreuve qui s’avère déstabilisante car les palestiniens, loin de se fondre dans la masse, développent une identité forte et font de leur nouvelle terre la base arrière de leur lutte contre Israël. Ce faisant, ils mettent en péril la sécurité de la Jordanie et du Liban.

**C’est en Jordanie que la cohabitation entre les palestiniens et leurs hôtes jordaniens s’avère la plus délicate.** Le FPLP devient un Etat dans l’Etat et bafoue l’autorité du souverain hachémite. Excédé, ce dernier engage l’épreuve de force en septembre 1970 : ce sera le septembre noir . les palestiniens reçoivent le soutien de la Syrie qui menace d’envoyer ses chars. Mais Golda Meir menace à son tour d’envoyer des forces israéliennes ce qui fait plier Damas et scelle la défaite palestinienne. Une fois de plus, le monde arabe étale ses divisions au grand jour. Contraints à un nouvel exil, des dizaines de milliers de palestiniens trouvent refuge au Liban. Compte tenu de la natalité plus élevée des musulmans les chrétiens sont désormais minoritaires dans le pays. L’afflux de 250 000 réfugiés palestiniens n’arrangent pas les choses même si ces derniers n’obtiennent pas la nationalité libanaise. Le Fatah d’Arafat menace la stabilité de l’Etat. Des heurts éclatent en 1969 entre palestiniens et militaires libanais. Les accords du Caire calment la situation en encadrant les actions des palestiniens sur le sol libanais. Mais la trêve n’est que de courte durée et la palestiniens se retrouvent embarqués dans une guerre civile opposant les Libanais partisans du statut quo du front Libanais à ceux réunis dans le « Mouvement national » dirigé par le leader druze Kamal Joumblatt qui veulent en finir avec le confessionnalisme et mettre en place un système purement démocratique qui donnerait le pouvoir aux musulmans. Chacun des deux camps se dote de milices : Les phalangistes maronites de Pierre Gemayel reçoivent des armes d’Israël tandis que le Mouvement National est soutenu par l’Irak. Plus surprenant, la Syrie soutient les chrétiens libanais. Il y a derrière ce soutien l’idée de remettre sur pied le pays considéré encore et toujours comme un territoire injustement arrachée au pays par les Français. Le Liban plonge alors dans une longue guerre civile à partir de 1975. **(voir fiche)**

***La fin de l’hégémonie travailliste en Israël***

Les années 1970 sont marquées par la fin de l’hégémonie de la gauche travailliste du Mapai de de son leader Ben Gourion. Celui-ci occupe le poste de premier ministre de 1949 à 1963. Lors de la deuxième Alyah, un fort contingent de militants progressistes est arrivé dans le Yishouv et avait donc pris les commandes de l’Etat en 1948. **C’est à l’ombre de l’hégémonie travailliste que se développe la droite révisionniste de Jabotinsky en 1925 et qu’incarne à partir de 1940 Menahem Begin, le chef de son bras armé l’Irgoun.** Elle progresse dans le courant des années 1960 et dès 1967, dans le cadre d’un gouvernement d’union nationale pour affronter les conséquences de la guerre des six jours, Begin fait son entrée dans un gouvernement encore gouverné par la Gauche et dirigé par Golda Meir. Celle-ci est poussée à la démission en 1974. Trois ans plus tard, Israël connaît pour la première fois une alternance politique. Le **Likoud** de Begin arrive au pouvoir. Comme Sadate, Begin entreprend de libéraliser le pays mais les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes. Le Likoud n’est pas aussi stable que le Mapaï, et le pays voit se former des coalitions .

***En Turquie, l’héritage kémaliste en sursis***

Du fait de sa vieille rivalité avec la Russie la Turquie se range du côté des Etats Unis quand débute la guerre froide. Elle intègre l’Otan en 1951 et prend part à la guerre de Corée. Le développement économique de la Turquie est probant. Ce rattachement au camp occidental permet à des milliers de Turcs d’aller s’installe e Europe de l’Ouest principalement en RFA. L’armée s’immisce de plus en plus dans la vie politique au nom de la défense de l’héritage kémaliste en sursis. Un premier coup d’état militaire a lieu en 1960 qui efface une partie des réformes et réintroduisant une petite dose d’islamité dans la vie publique. Mais à peine les militaires ont rejoint leurs casernes que la situation se dégrade à nouveau. Les électeurs ramènent au pouvoir ceux là même que les militaires avaient voulu évincer. Le parti kémaliste s’inquiète de la montée en puissance de l’extrême droite nationaliste du MHP et de son bras armé les Loups Gris mais aussi de l’agitation gauchiste contestant l’alignement sur les Etats Unis. En 1971, l’armée renverse une nouvelle fois le gouvernement élu mais ne calme pas les tensions.

***La naissance des Emirats arabes unis***

A la fin des années 1960, les émirats du Golfe demeurent encore des protectorats britanniques autonomes de l’intérieur mais inféodés au Royaume Uni concernant la politique étrangère. Désertiques et peu peuplés, ces pays vivent de la pêche et de l’exportation de la perle de culture. Dans les années 1930 ils sont concurrencés par les Japonais dans ce domaine. Ce n’est qu’en 1960 qu’un premier gisement de pétrole est découvert à Abou Dhabi suivi de nombreux autres dans les Etats voisins ouvrant la voie à un enrichissement foudroyant. Le RU envisage de se retirer du Golfe en 1971, provoquant l’inquiétude des dirigeants du Golfe devant la puissance de ses voisins saoudiens et iraniens. C’est pour assurer leur défense qu’émerge l’idée d’une fédération. Celle-ci voit le jour en novembre 1971 sous le nom d’Emirats Arabes Unis.

***En Iran : vers la révolution islamique***

Le pouvoir de Mohamed Reza Shah est contesté dans les années 70. Ila renforcé son emprise sur le pays en 1953 et a mit sur pied une police politique, la *Savak* chargée de traquer les nationalistes et surtout les communistes. Les années 60 sont marquées par la Révolution Blanche initiée par le Shah pour moderniser l’économie iranienne notamment dans le domaine agraire. De nombreux propriétaires se détournent ainsi du Shah. Les clercs entreprennent le durcissement de leur opposition. Rudhollah Khomeiny s’impose comme l’un des principaux opposants au Shah. Son exil forcé en Irak puis en France renforce son aura dans le monde. Le 1er février 1979 il mène la révolution islamique et s’impose comme le guide suprême. L’Irak déclare la guerre à l’Iran en 1980 pour destabiliser l’ennemi chiite.